

acteurs de la

# viescolaire

le magazine des professionnels de l'éducation et des temps de l'enfant



## Enseigner à distance: un nouveau défi ?

### ÉDITO

Les Atsem veulent  
des réponses concrètes

### JURIDIQUE

Déconfinement :  
quelles responsabilités  
pour les élus locaux ?

### MÉTIER

Protection de l'enfance :  
une stratégie en 4 engagements



# Enseigner à distance : un nouveau défi ?

---

Face à la pandémie liée au Covid-19, la fermeture des établissements scolaires a été « compensée » par la mise en œuvre du principe de continuité pédagogique. Un premier bilan montre que les acteurs éducatifs vont être amenés, pour le futur, à repenser sa mise en œuvre, en prenant en compte les questions liées au rôle du numérique mais aussi celles des inégalités culturelles et sociales. L'occasion de réfléchir à une nouvelle école républicaine « moins ségrégative et plus inclusive » ?

**D**u jour au lendemain, 12 millions d'élèves et près d'un million d'enseignants ont dû se mettre en situation, pour les premiers, de continuer leur apprentissage et, pour les seconds, de faire en sorte que le principe de continuité s'applique. Dès le 16 mars, les moyens numériques fournis par le ministère et les collectivités se sont mis en place progressivement, comme les espaces numériques de travail (ENT), le système « l'école à la maison » ou encore des classes virtuelles développés par le CNED et par les ressources éditoriales disponibles (Eduthèque, etc.). Sont ensuite apparus, pour « faire classe » l'utilisation des réseaux sociaux, ou autres plateformes numériques, loin d'être sécurisées en matière de données.

## Bricolées

Christophe Chignardet, enseignant référent aux usages du numérique à la Direction départementale des services de l'Éducation nationale pour l'Aisne (02), indique en effet que « les difficultés d'appropriation de certains outils nous sont très vite remontées, auxquelles il a fallu répondre en s'adaptant à la demande, à la capacité ou encore à la « volonté » de chaque enseignant ». Pour Rozenn Merrien, directrice des écoles de la ville de Saint-Denis (93) et présidente de l'Andev (1), « ces premières semaines d'enseignement en situation de confinement ont été « bricolées » avec les moyens dont chacun a pu disposer et donc inégalement ». Les collectivités se sont pourtant mises en ordre de marche. Sollicitées par l'État pour maintenir ouvertes les écoles afin de garder les enfants des personnels soignants. Elles ont toutes veillé à ce que l'enseignement à distance puisse avoir lieu sans trop de difficultés, essayant de répondre aux besoins en équipements numériques. Elles ont aussi été garantes de l'accompagnement social et sanitaire indispensable aux familles qui en avaient besoin. Dans une tribune parue le 27 mars dernier, l'Andev précisait en effet qu'« avant même la question des apprentissages scolaires, de l'équipement numérique des foyers, l'urgence est d'accompagner les familles les plus fragiles dans une réponse concrète à leurs besoins fondamentaux (nourriture, etc.) ».

## Juste milieu

Du côté des enseignants, c'est avec un engagement remarquable qu'ils ont réussi, chacun avec ses outils, à « faire classe » à distance. Ils ont montré leur capacité à s'adapter comme à se « réinventer » très rapidement. Christelle Lacout, directrice de l'école de Condé-en-Brie (02), qui accueille 135 élèves avec une équipe de 6 enseignants du CP au CM2, et également enseignante en CM2, indique : « la chance de notre école est d'être dotée d'outils numériques depuis longtemps et désormais d'un ENT depuis 2019. Mais « faire classe en dehors de la classe » s'est révélé compliqué, car on ne peut pas s'adapter aux difficultés potentielles des enfants. C'est un juste milieu à trouver dans l'apprentissage entre les notions acquises et les nouvelles ». À Salbris (41), Gwenaëlle Rallon, enseignante en CM2,

indique qu'elle a pu mettre en place des séances par Skype avec un planning de 20 minutes par élèves tous les jours. Le pédagogue Bruno Devauchelle estime ainsi que « la continuité pédagogique ne peut se faire indépendamment de la classe, de l'établissement où est scolarisé l'enfant et de préférence en lien avec les enseignants eux-mêmes » (2).

## Espace indéfini

Les parents ont bien sûr été mis à contribution, de 2 à 4 heures par jour en primaire selon la FCPE. Une situation qui n'a fait aussi qu'accentuer la « pression sociale autour de la réussite scolaire », facteur d'inégalités. Le ministre de l'Éducation nationale, dès la troisième semaine de confinement, a estimé qu'« entre 5 % et 8, voire 10 % des élèves (avaient) été perdus », soient plus de 800 000 élèves. La première réponse a été de mettre en avant la « fracture numérique », qui concerne entre 8 et 15 millions de Français. Mais cette « crise » montre aussi les inégalités sociales, territoriales, éducatives et numériques plus prononcées

## Ce que disent les enfants de « l'école à la maison »

- « Je voudrais retourner à l'école pour voir la maîtresse et mes copines même si c'est bien de faire l'école à la maison avec papa et maman le matin » **Alice, 10 ans.**
- « Le coronavirus, j'ai compris que c'était une grave maladie et qu'il ne fallait pas sortir mais je voudrais retourner à l'école » **Ewen, 8 ans.**
- « Le travail de l'école à la maison me plaît bien car je travaille seulement le matin. C'est rigolo d'envoyer les devoirs à ma maîtresse qui me corrige ensuite. Depuis le confinement, je fais plus d'activités avec ma maman, ma sœur et un peu avec mon papa » **Maveline, 8 ans.**
- « L'école à la maison se passe bien, papa m'explique ce que je ne comprends pas. Ma maîtresse me manque beaucoup » **Evan, 8 ans.**
- « Le confinement, c'est nul, mes amis me manquent, par contre l'école à la maison c'est moins long. Mais c'est compliqué. Et je croise les doigts pour vite retourner à l'école » **Inaya, 9 ans.**
- « Les devoirs, c'est bien parce que des fois, je m'ennuie et ça change de ne pas être à l'école » **Martin, 8 ans 1/2.**
- « Ce n'est pas facile, on travaille moins, on refait les mêmes choses qu'on avait faites avant à l'école. On est moins concentré ! » **Laura, 9 ans 1/2.**
- « J'aime bien le confinement, je m'amuse trop bien » **Garance, 8 ans.**



dans les quartiers populaires. À cela s'ajoutent les élèves scolarisés dans des dispositifs de type Ulys, ou bénéficiant d'un projet d'accompagnement personnalisé (PAP) en raison d'un handicap. Pour la première fois dans l'histoire de l'École, la crise sanitaire vient placer les parents, les élèves, les enseignants et tous ceux qui contribuent à l'éducation dans « un espace ouvert et indéfini », peu facile à appréhender, selon Alain Bouvier, chercheur et ancien membre du Haut conseil de l'éducation (3). Cet espace doit malgré tout être comblé, maîtrisé, encadré – notamment sur le numérique – sur ce que ce sera l'école d'après et pour le futur, si une telle situation venait à se reproduire.

### États généraux

Dans quelques mois, il sera temps de tirer les enseignements. Nécessairement, le modèle éducatif et pédagogique français devra être repensé. Comme l'a écrit, le célèbre philosophe, Michel Serres, dans *Petite Poucette*, « à ne pas adapter l'école à la transformation de la société, on laisse le champ libre à la marchandisation de l'éducation ». L'enseignement à distance comme moyen de répondre à une obligation de confinement en cas de crise n'est « qu'un remède partiel et provisoire » dans la situation actuelle où trop de foyers ou d'enfants n'ont pas accès suffisamment au numérique. Il faudra aussi imaginer comment garantir un lien avec les enseignants habituels et les outils numériques vraisemblablement voués à évoluer. Pour ce faire, enseignants comme élèves devront être davantage préparés et responsabilisés pour que si crise il y a, elle ne vienne pas une nouvelle fois ouvrir la voie à d'autres inégalités. Le numérique va

devoir trouver sa place parmi l'ensemble des supports pédagogiques. Si l'Éducation nationale est encore souvent considérée comme une structure freinant les transformations, notamment en matière de numérique, Christophe Chignardet, enseignant référent aux usages du numérique, indique que « certains freins devraient pouvoir être levés sur la vision du numérique éducatif » ajoutant qu'« il pourrait être intéressant de penser une uniformité des outils au niveau national si, et seulement si, l'enseignant est ensuite en mesure de les relier à sa propre pédagogie ». Cela ne saurait être possible que si une réflexion à grande échelle est menée sur l'utilisation et la mise en place d'outils numériques qui répondent à de réels besoins pédagogiques. Jean-Michel Blanquer a d'ores et déjà annoncé la tenue en novembre prochain d'« états généraux du numérique éducatif » pour « faire le point sur les enseignements positifs qu'on veut tirer de ce qui s'est passé », tout en rappelant à cette occasion que, dans l'enseignement, « le numérique est là pour appuyer le facteur humain, mais pas pour le remplacer ». L'occasion de réfléchir à une nouvelle école républicaine « moins ségrégative et plus inclusive » imaginée et partagée entre enseignants, élèves et parents, y compris avec les collectivités territoriales.

Florence Masson

> (1) Association nationale des directeurs et des cadres de l'Éducation des villes et des collectivités territoriales.

> (2) À lire: [frama.link/e4-V\\_dBj](https://frama.link/e4-V_dBj)

> (3) À lire: [frama.link/11jdfAHD](https://frama.link/11jdfAHD)

> (4) [solidarite.edtechfrance.fr/](https://solidarite.edtechfrance.fr/)

### Les start-up font leur trou

**En cette période de crise, près de 250 entreprises privées – opérateurs d'ENT, outils pédagogiques sur de nombreuses matières, etc. – ont ouvert, le temps du confinement, et gratuitement leurs contenus et outils aux enseignants et élèves via la plateforme associative EdTech (4). « Il n'en demeure pas moins que ces entreprises partagent les mêmes valeurs que celles portées par l'Éducation nationale, donc des valeurs de transmission et de partage », précise Rémy Challe, directeur général de l'association EdTech. La crise a certes mis en lumière ce nouvel écosystème. Mais en aucun cas, remarque-t-il, « ces entreprises ne veulent remplacer l'école ni l'Éducation nationale ». Elles souhaitent proposer de nouveaux services, de nouveaux outils éducatifs, d'autres solutions pédagogiques, etc., mais ne pas être en concurrence avec. Aussi, et comme évoqué plus avant, Rémy Challe appelle de ses vœux que « lors des états généraux du numérique éducatif, nous puissions parler des usages du numérique au service de la pédagogie, comme un soutien aux enseignants et aux enfants et en innovant ».**





**« On ne peut pas parler d'école mais uniquement de poursuite des apprentissages »**

**Rozenn Merrien,**  
directrice des écoles de la ville de Saint-Denis  
et présidente de l'Andev

### **Quel bilan faites-vous de la fermeture des écoles au vu de la situation sanitaire de ces dernières semaines ?**

Au début, il y a eu un important centrage sur la question de l'apprentissage scolaire. Or, pour l'Andev, il ne nous a pas semblé que c'était la priorité des priorités. Car, cette situation de confinement a mis en lumière des questions sociales qui étaient bien plus importantes que la simple question de l'apprentissage scolaire, révélatrices des inégalités qui perdurent. C'est le cas pour les demandes d'aides alimentaires que nombre de communes ont déjà mises en place.

### **Quels en sont les effets des inégalités sur l'apprentissage ?**

À mon sens, la question du numérique n'est pas centrale concernant l'apprentissage entendu de manière large. Ce qui l'est, c'est la situation des inégalités au départ. Cela comprend à la fois l'enfant lui-même face aux apprentissages scolaires de par son niveau d'autonomie, mais aussi la capacité de la famille à accompagner l'enfant à la fois sur le plan scolaire (et la disponibilité que cela demande notamment quand un ou les deux parents sont en télétravail), comme sur le plan matériel avec un espace propice à l'apprentissage et un accès à l'outil numérique. Tous ces éléments n'ont pas été suffisamment anticipés quand on a commencé à parler de la fermeture des écoles. Car pour faire en sorte que « l'école à la maison » arrive à fonctionner, comme solution palliative et non comme une fin en soi, il faut un certain nombre de conditions qui sont très importantes et parfois complexes à réunir, d'autant plus dans les milieux sociaux les plus fragiles ou les plus populaires.

### **Les solutions proposées par l'Éducation nationale répondent-elles aux besoins ?**

La question du numérique reste celle de « l'outillage » : si un enfant a un ordinateur, alors l'enseignement peut avoir lieu. Or, un enfant devant un ordinateur n'est pas facilement

autonome et doit pouvoir bénéficier d'un accompagnement d'un adulte, d'un enseignement qui assure un rôle de médiation entre l'enfant et la connaissance. L'enseignement à distance s'est mis en place mais cela reste du « bricolage » dans une situation à laquelle personne n'était préparée et qui n'est pas le fondement de l'école. L'enseignement est un acte collectif avec d'autres enfants et un enseignant ! Actuellement on ne peut pas parler d'école mais juste de poursuite des apprentissages. « L'école à la maison » n'existe pas, elle ne peut exister que dans un lieu spécifique qui est une institution de la République et qui fonctionne dans le collectif !

### **Quel rôle peuvent jouer les communes ?**

Dans le primaire, la relation enseignants-élèves-parents n'est pas reliée par un espace numérique de travail (ENT) mais davantage fondée sur la proximité. Historiquement les communes ont la responsabilité du bâti, de l'entretien et de certains personnels comme les Atsem. Mais, avec la mise en place des projets éducatifs territoriaux (PEDT) au code de l'éducation depuis 2013, les villes sont devenues les animatrices de l'action éducative sur leur territoire. Le triangle État, collectivités, enseignants est essentiel et nécessite encore plus de concertation et de coopération. Comme l'a dit Philippe Meirieu\*, « l'école d'après ne pourra pas être l'école d'avant ». Pour cela, il va falloir s'en donner les moyens compte tenu des inégalités « redécouvertes ». Et ce, selon deux hypothèses : soit en restant dans l'école d'avant et en considérant les inégalités comme une fatalité, soit en changeant l'école et en permettant de réduire les fractures sociales et territoriales.

Propos recueillis par Florence Masson

> \* Chercheur, spécialiste des sciences de l'éducation et de la pédagogie.